

**Procédure d'Aménagement Foncier Agricole, Forestier  
et Environnemental liée à la liaison autoroutière  
CASTRES-TOULOUSE**

**Commission communale  
d'aménagement foncier  
de Saint-Germain-des-Prés**

**Procès-verbal de la réunion du 5 février 2021**

**Extrait du registre des délibérations**

Procès-verbal - Commission communale d'aménagement foncier de Saint-Germain-des-Prés  
Réunion du 5 février 2021

1

Opération d'aménagement foncier agricole, forestier et environnemental  
en lien avec la réalisation de la liaison autoroutière CASTRES-TOULOUSE

**Commission communale d'aménagement foncier de Saint-Germain-des-Prés**

Procès-verbal de la réunion du 5 février 2021

Extrait du registre des délibérations

9h30 – Amphithéâtre de la communauté des communes Sor et Agout

Espace Loisirs "Les Étangs" 81710 Saïx

Date de la convocation : 12 janvier 2021

**PRESIDENT DE SÉANCE : Monsieur Jean-Claude BARTHES**

**SECRÉTAIRE DE SEANCE : Madame Inès BERTIN**

**MEMBRES PRÉSENTS (avec droit de vote) :**

- Jean-Claude BARTHES, président titulaire
- Christophe MAUREL, personne qualifiée en matière de faune, flore, de protection de la nature et des paysages titulaire (Ligue de Protection des Oiseaux)
- Gilles DESCAMPS, fonctionnaire du Conseil départemental du Tarn titulaire
- Isabelle CALVIÈRE, fonctionnaire du Conseil départemental du Tarn suppléante
- Raymond FREDE, représentant de la commune de Saint-Germain-des-Prés
- Jean-Marc RIVES, membre propriétaire de biens fonciers non bâtis titulaire
- Jean-Claude FABRIES, membre propriétaire de biens fonciers non bâtis titulaire
- Frédéric RAZOUS, membre exploitant agricole titulaire
- Olivier ALIBERT, membre exploitant agricole titulaire
- Nicolas MAUREL, membre exploitant agricole titulaire

**MEMBRES PRÉSENTS (sans droit de vote) :**

- Pierre-Luc RIVIERE, représentant d'état – Direction départementale des territoires du Tarn - chargée du contrôle de l'opération (à titre consultatif)
- Claire HERMET, représentante de la Chambre d'agriculture du Tarn (à titre consultatif)

#### **PRÉSENTS (sans droit de vote) :**

- Stéphanie CAVENNE, Chef du service « aménagement du territoire » du Conseil départemental du Tarn en charge de la procédure d'aménagement foncier
- Patrick MAURY, Assistant à maîtrise d'ouvrage du Conseil départemental du Tarn pour la mise en œuvre de la procédure d'aménagement foncier

#### **MEMBRES EXCUSÉS :**

- Philippe DURAND, personne qualifiée en matière de faune, flore, de protection de la nature et des paysages titulaire (Société Tarnaise des Sciences Naturelles)
- Bernard VAZZOLER, personne qualifiée en matière de faune, flore, de protection de la nature et des paysages titulaire (Arbres et Paysages Tarnais)
- Didier HOULES, représentant du Président du Conseil départemental du Tarn titulaire
- Florence GALEOTTI, déléguée du directeur des services fiscaux titulaire
- Vincent DELCUSE, représentant de la commune
- Jean-François RACAUD, membre propriétaire de biens fonciers non bâtis titulaire

**Le Président ouvre la séance à 9h30.**

#### **Préambule :**

Le Président souhaite la bienvenue à tous les participants présents et remercie la communauté de communes Sor et Agout d'avoir mis à disposition cet amphithéâtre dans lequel se tient cette 1ère réunion de la CCAF liée au projet d'autoroute Castres – Toulouse. Il passe la parole à Madame Inès BERTIN et Monsieur Patrick MAURY pour l'appel des membres et la vérification du quorum.

#### **Quorum :**

La CCAF comptabilise un total de 16 membres disposant d'un droit de vote.

Le quorum est atteint, avec 10 personnes présentes disposant d'un droit de vote.

L'assemblée peut donc valablement délibérer.

Le Président évoque les modalités de prise de décision. Il précise le mode de fonctionnement de la commission avec des membres titulaires disposant du droit de vote, et des membres suppléants sans droit de vote ou qui en l'absence du titulaire disposent d'un droit de vote.

Ensuite il demande aux participants de se prononcer sur les modalités du vote à main levée ou bien du vote à bulletin secret. Aucun membre de la commission ne s'étant opposé au vote à main levée, c'est donc ce mode de fonctionnement qui sera utilisé pour les questions soumises au vote ce jour.

Le Président passe la parole à Monsieur Patrick MAURY et à Madame Stéphanie CAVENNE.

## **Ordre du jour :**

1. Présentation de la procédure d'aménagement foncier agricole forestier et environnemental,
2. Opportunité d'engager une procédure d'aménagement foncier et demande de réalisation de l'étude d'aménagement (si opportunité validée),
3. Mise en place des mesures conservatoires,
4. Constitution de la sous-commission,
5. Questions diverses.

### **1.- Présentation de la procédure d'aménagement foncier agricole forestier et environnemental**

Monsieur Patrick MAURY débute la séance en expliquant le fonctionnement de la commission communale d'aménagement foncier, sa composition et le rôle de chaque membre.

Un rappel historique est présenté à la CCAF afin de souligner les évolutions et les particularités entre une procédure de remembrement et une procédure d'aménagement foncier agricole forestier et environnemental.

Les principes et objectifs de la procédure sont expliqués, et notamment ceux liés à un grand ouvrage linéaire. Il est également précisé les étapes et la durée d'une procédure entre les phases préalables, opératoires et conclusives.

Dès le départ de cette séance, il est souligné que la CCAF n'a pas vocation à se prononcer et discuter de l'utilité et la faisabilité du projet de liaison autoroutière Castres-Toulouse en tant que tel.

Madame Stéphanie CAVENNE présente les éléments de contexte concernant la procédure d'aménagement foncier liée au projet de liaison autoroutière Castres-Toulouse : la déclaration d'utilité publique de la section Verfeil-Castres A69, sous maîtrise d'ouvrage de l'État, publiée le 20 juillet 2018, et la loi sur le développement des territoires ruraux du 25 février 2005 qui donne compétence au conseil départemental pour mettre en œuvre la procédure d'aménagement foncier agricole, forestier et environnemental (AFAFE) de manière obligatoire dans le cadre d'opérations de création d'infrastructures routières ou autres grands aménagements.

Dans le Tarn, le projet de liaison autoroutière entre Castres et Toulouse nécessite la mise en œuvre de cette procédure. Aussi, l'Etat - en tant que maître d'ouvrage du projet autoroutier – a sollicité le Département pour constituer les commissions locales d'aménagement foncier.

Pour ce faire, en accord avec le Département de la Haute-Garonne et la DREAL Occitanie, le conseil départemental a conduit en amont un travail préparatoire en 2017 en lançant une pré-étude foncière permettant de définir la composition des commissions locales liées à ce projet.

Les résultats de la pré-étude ont été soumis à l'avis de la CDAF (Commission Départementale d'Aménagement Foncier) le 24 novembre 2017, avant passage en commission permanente du conseil départemental du Tarn le 8 décembre 2017. Cette délibération a institué – sur les 17 communes tarnaises impactées par le tracé - deux commissions communales (CCAF) et cinq commissions intercommunales (CIAF) :

- CCAF de Castres
- CCAF de Saint-Germain-des-Prés
- CIAF de Teulat, Montcabrier et Bannières
- CIAF de Cambon-les-Lavaur, Maurens-Scopont et Villeneuve-les-Lavaur
- CIAF de Cuq-Toulza et Algans
- CIAF de Lacroisille, Puylaurens et Appelle
- CIAF de Saïx, Soual, Cambounet-sur-le-Sor et Viviers-les-Montagnes

## **2. – Décision sur l’opportunité d’engager une procédure d’aménagement foncier**

Concernant l’opportunité d’engager une procédure d’aménagement foncier, il est mis en évidence qu’il existe aujourd’hui un périmètre impacté aux limites d’emprises connues. Cependant, il existe un périmètre perturbé à plus ou moins long terme et de façon plus ou moins indirecte dont les contours ne sont pas parfaitement définis. Seule une étude préalable foncière et environnementale pourra clairement établir la liste des impacts directs et de l’ouvrage.

Par ailleurs, suivant le code rural, si l’opportunité d’un AFAFE est décidée, une étude préalable est obligatoire et doit comporter un volet foncier et un volet environnemental. Cette étude se déroule sur une durée d’un an car le volet environnemental nécessite une période d’observation de la faune et de la flore suivant les 4 saisons.

- Personne ne s’étant opposé à un vote à main levée, l’opportunité d’une procédure d’aménagement foncier est mise au vote, en proposant de procéder au lancement immédiat de l’étude préalable d’aménagement foncier et environnemental et en signalant qu’un nouveau vote concernant cette opportunité sera proposé après rendus et présentation des résultats de l’étude.

Votants : 10

Abstentions : 0

Pour : 10

Contre : 0

L’opportunité d’une procédure d’aménagement foncier est validée, sous réserve d’un nouveau vote à la suite de la présentation des résultats de l’étude préalable.

## **3. – Demande de mise en place de mesures conservatoires d’application immédiate**

Monsieur Patrick MAURY explique que dans certains cas, il est impératif de faire procéder à la mise en place par le président du conseil départemental de mesures conservatoires afin que les lieux ne soient pas modifiés au cours de la phase préalable à un aménagement foncier.

Il ressort, après discussions dans la commission, que ces mesures ne semblent à ce stade pas nécessaires, l’ouvrage étant encore loin de réalisation et le périmètre potentiellement impacté trop incertain.



- Personne ne s'étant opposé à un vote à main levée, la mise en place de mesures conservatoires avec application immédiate est proposée au vote de la commission.

Votants : 10

Abstentions : 1

Pour : 1

Contre : 8

La demande de mise en place de mesures conservatoires avec application immédiate est refusée. La commission souhaite reporter cette prise de décision à la suite de la présentation des résultats de l'étude préalable.

#### **4. – Constitution d'une sous-commission**

Monsieur Patrick MAURY explique que la création d'une sous-commission est nécessaire. La constitution d'une sous-commission permet la mise en place d'un cadre de travail plus souple.

Sa composition peut éventuellement être élargie à des personnes directement intéressées par la procédure d'AFAFE et non membres de la CCAF.

La sous-commission n'a aucune existence légale et ses travaux n'ont aucun caractère décisionnel. C'est d'abord un outil de travail qui permet à la CCAF d'avancer dans ses travaux, sur la base de documents mieux élaborés. La CCAF reste toujours seule décisionnaire.

Voici la liste des personnes proposées par les membres de la CCAF :

- Jean-Philippe ROUANET
- Jérôme BERTHOUMIEUX
- Jean-Luc RIVES

#### **5. – Questions diverses**

##### **- Echanges de terres : production conventionnelle et production biologique.**

Monsieur Patrick MAURY indique qu'il existe une disposition qu'il faudra prendre en compte lors de la réflexion du nouveau plan parcellaire. En effet, un exploitant suivant un mode de production biologique doit se voir attribuer une parcelle agricole de production biologique afin de ne pas perdre sa certification. Au contraire, un exploitant conventionnel peut, si le cas se présente, se voir attribuer une parcelle de production conventionnelle et/ou biologique. Il est donc important de pouvoir dès à présent connaître et localiser les productions biologiques et celles prochainement certifiées sur l'ensemble des 17 communes impactées au sein du périmètre concerné par l'aménagement foncier afin que cette question ne devienne pas un frein ou un biais à la procédure notamment lors de la réalisation du nouveau plan parcellaire.

Madame Claire HERMET (Chambre d'agriculture du Tarn) et Monsieur Pierre-Luc RIVIERE (Direction départementale des territoires du Tarn) informe que ces données, seront très difficiles à recenser.

Monsieur Patrick MAURY en conclut qu'il est donc nécessaire que le groupement d'étude répertorie de manière exhaustive l'ensemble de ces parcelles lors de son travail de terrain afin de proposer une cartographie.

**En l'absence de nouvelles questions, l'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le Président de la CCAF de Saint-Germain-des-Prés remercie les membres présents et clôture la séance à 11h30.**

Albi, le 7 avril 2021

Le Président de la commission

  
Jean-Claude BARTHES

La secrétaire de séance

  
Inès BERTIN